



Revue de Presse du Liban et du Moyen-Orient

# Médiarama

Jeudi 15 août 2013  
Numéro 401

Mediaramaliban@gmail.com

www.mediaramalb.wordpress.com

## Titres des journaux

As Safir (nationaliste arabe)

*La révolution égyptienne face au grand test*

An Nahar (proche du 14-Mars)

*L'épilogue sanglant des sit-in ramène l'Égypte à l'état d'urgence. Les "Frères" ont riposté par des attaques contre des bâtiments officiels et des églises*

Al Akhbar (quotidien libanais de gauche)

*L'époque des violations (israéliennes) est révolue*

Al Joumhouria (propriété d'Elias Murr)

*Nasrallah: ils commettraient une erreur en formant un gouvernement de fait accompli*

Al Moustaqbal (propriété de Saad Hariri)

*Le Hezbollah fait part du décès de la déclaration de Baabda*

L'Orient-Le Jour (proche du 14-Mars)

*Brutalement, le bain de sang...*

Al Binaa (organe du PSNS)

*L'Égypte face aux troubles suscités par les «Frères». L'Etat décrète l'état d'urgence*

Al Hayat (quotidien à capitaux saoudiens)

*Une journée sanglante met fin au sit-in des les «Frères»*

## L'événement

### *Les messages de Hassan Nasrallah à Israël et aux autres*

Dans une rare interview de trois heures, accordée en directe à la chaîne panarabe al-Mayadeen, le secrétaire général du Hezbollah, Hassan Nasrallah, a dévoilé un certain nombre d'informations relatives aux secrets de la guerre de juillet-août 2006, qui s'est soldée par la défaite d'Israël. Le chef de la Résistance libanaise a ainsi révélé que le président syrien, Bachar al-Assad, lui avait envoyé une lettre, au plus fort des combats, lui annonçant que la Syrie était prête à déclarer la guerre à Israël et que l'armée syrienne était prête à prendre part aux batailles. Il a par ailleurs regretté le rôle joué par le 14-Mars et le Courant du futur pendant ce conflit, indiquant que cette coalition a continué à exiger le désarmement de la Résistance au Sud du Litani alors que les Israéliens et les Américains avaient abandonné cette demande qu'ils n'avaient pu obtenir sur le champ de bataille.

Concernant les développements actuels, Hassan Nasrallah a revendiqué les explosions qui ont blessé quatre soldats israéliens membres d'une patrouille qui s'était introduite en territoire libanais à Labbouné, le 7 août. «Nous avons au préalable des informations sur le fait que les Israéliens allaient passer dans cette zone. Des bombes y ont été posées et quand ils sont venus cette nuit-là, on les a fait exploser», a-t-il affirmé. «Ce ne sera pas la dernière opération, nous n'accepterons pas des violations israéliennes sur notre territoire», a-t-il prévenu. «Dès que nous saurons que les Israéliens sont entrés dans le territoire libanais, le parti y fera face de la manière opportune», a-t-il ajouté.

Accusant ses détracteurs libanais «d'être instrumentalisés» par l'étranger pour faire pression sur son parti, le leader de la Résistance a estimé que la demande faite par le chef de l'État de porter plainte devant l'Onu contre Israël est «une position de faiblesse». Il a assuré que malgré toutes les pressions, les campagnes de dénigrement et les défis, la Résistance sera victorieuse face à ses ennemis, comme elle l'a toujours été.

Sayyed Nasrallah a par ailleurs catégoriquement nié l'implication de son parti dans le rapt, le 9 août, de deux pilotes de lignes turcs sur la route de l'aéroport de Beyrouth.

Plus tôt dans la journée, le chef du bloc parlementaire du Hezbollah, Mohammad Raad, a affirmé, lors d'une rencontre avec l'ambassadeur de Turquie à Beyrouth, que son parti déployait des efforts pour tenter d'obtenir la libération des deux pilotes. Concernant le dialogue national, auquel avait appelé le président de la République Michel Sleiman, Mohammad Raad a estimé que «depuis que les forces politiques ont perdu leur crédibilité, leur engagement pour tel slogan ou telle déclaration en est neutralisé». «Il en va ainsi de la déclaration de Baabda, mort-née parce que l'autre camp a lancé dans la rue toutes ses armes, tous ses éléments armés et tous ses trafiquants, et accueilli les bateaux transportant les armes pour s'ingérer dans les pays du voisinage. Il ne reste donc rien de la déclaration de Baabda», a-t-il ajouté.

Sur le dossier ministériel, Sayyed Nasrallah et M. Raad ont réitéré l'attachement du Hezbollah à la représentation de toutes les forces politiques au sein du nouveau cabinet, rejetant une nouvelle fois l'option d'un gouvernement neutre.

## Al Joumhouria

*Tarek Tarchichi, journaliste libanais proche du 8-Mars*

Le Hezbollah a le sentiment d'être la cible de campagnes et d'attaques visant à l'encercler et à l'isoler, et peut-être à l'anéantir, pour le punir d'avoir infligé des défaites à Israël en 2000, lorsqu'il a libéré le Liban-Sud de l'occupation israélienne, ou de l'avoir battu lors de la guerre de 2006. Son inscription sur la liste terroriste européenne et les appels à l'exclure de tout prochain gouvernement au Liban s'inscrivent dans ce cadre.

Partant de ces données, les connaisseurs du Hezbollah assurent que le parti fait face à ces campagnes qui devraient s'intensifier dans les jours, les semaines et les mois à venir. Le Hezbollah s'attend à ce que les pays du Golfe s'emploient à renforcer la campagne locale, régionale et internationale contre lui. Ils seraient même disposés à un "marchandage secret" avec le régime syrien à ses dépens. Mais le commandement du parti est convaincu que le pouvoir à Damas ne l'abandonnera pas, surtout depuis la bataille de Qoussair, à laquelle le Hezbollah a participé activement, et qui a donné les résultats que l'on sait.

Dans le cadre de la campagne qui le cible, le Hezbollah est déterminé à participer au prochain gouvernement conformément à la taille de la représentation des différentes forces au Parlement. Il refuse les équipes ministérielles sous les appellations "cabinet neutre" ou de "fait accompli", car il estime que ceux qui réclament son exclusion du gouvernement en cette période participent à la campagne qui le cible.

Les connaisseurs du Hezbollah indiquent que le parti a préparé des scénarios pour faire face à tout gouvernement formé par le président de la République et le Premier ministre désigné d'où ses représentants seraient exclus. Selon les mêmes sources, le Hezbollah n'accepterait pas un cabinet au sein duquel la représentation chiite ne serait pas significative, quelle que soit la compétence des ministres qui auront été nommés. S'il s'agit de technocrates ou de ministre non partisans, lui et ses alliés leur demanderont de démissionner immédiatement. S'ils sont membres du 14-Mars, il est évident qu'ils ne démissionneront pas. Alors le Hezbollah, le Mouvement Amal et leurs alliés considéreront que ce gouvernement ne correspond pas à l'esprit de l'entente et du pacte national, car les chiites, et d'autres ministre peut-être, ne sont pas représentatifs de leurs communautés. Dans ce cas, il sera impossible à ce gouvernement de se présenter devant le Parlement pour obtenir la confiance. Le Hezbollah et ses alliés prendront comme prétexte des précédents lorsque la Chambre, présidée par Nabih Berry, n'a pas pu se réunir pour non respect du pacte national. Malgré tout cela, les proches du Hezbollah ne s'attendent pas à une prochaine naissance du gouvernement, même s'ils ne l'excluent pas totalement.

## Al Akhbar

L'ambassadeur syrien au Liban, Ali Abdel Karim Ali, a estimé que le camp hostile à la Syrie a fait tout ce qu'il pouvait faire, et que la solution politique est sur les rails. Il a cependant ajouté que toutes les options restent ouvertes, réclament le renforcement de la coopération avec les armées libanaise et syrienne.

M. Ali a qualifié de "gros mensonge" les informations sur l'utilisation par l'armée syrienne des armes chimiques, soulignant dans ce contexte que Damas avait accepté de recevoir les enquêteurs des Nations unies, tout en sachant que ce dossier vise à accentuer les pressions sur la Syrie.

Et l'ambassadeur d'ajouter: "Le camp adverse a fait le maximum de ses moyens. Et la dernière chance accordée (au chef des services de renseignements saoudiens) Bandar ben Sultan vise à conserver un peu d'influence, à limiter les pertes et à améliorer les conditions des négociations. Les outils de Bandar se limitent à l'exacerbation des tensions sectaires en Syrie, en Irak et au Liban. Les hésitations à provoquer une discorde sectaire au Liban sont principalement due au fait que les pertes du camp adverse seraient très grosses".

Le diplomate a estimé que "les pressions sur le Hezbollah ne s'arrêteront pas et ne se sont jamais arrêtées". "Le Hezbollah est comme la prunelle des yeux pour l'axe de la Résistance, a-t-il dit. S'il est pris pour cible, c'est comme si la Syrie était visée et vice versa. La décision européenne d'inscrire le Hezbollah sur la liste des organisations terroriste a pour but de priver graduellement la Résistance de sa légitimité, en prévision d'une attaque militaire contre elle. Mais cette décision a perdu sa valeur dès le premier instant".

L'ambassadeur de Syrie a établi un lien entre l'incursion israélienne à Labbouné et la décision européenne. L'incursion visait, selon lui, à vérifier à quel point la Résistance était disposée à riposter directement à toute violation sérieuse, "Le message est bien arrivé". a-t-il conclu.

## ILS ONT DIT...

**Tammam Salam**, Premier ministre désigné du Liban

**“A un moment donné, nous devons faire face à la réalité et former un gouvernement réaliste et non de fait accompli. Nous devons former un gouvernement d'intérêt national. Le vide au niveau du pouvoir exécutif est inutile. L'opinion publique a l'impression que le gouvernement sera formé entre aujourd'hui et demain. Cette idée manque de précision. Nous refusons le tiers de blocage et soutenons la rotation au niveau des ministères. Tous les Cabinets sont à caractère politique. Toutefois, certaines parties ont recouru à des classifications et descriptions du gouvernement. Je ne vois que l'utilité de la formation d'un Cabinet d'intérêt national. Les forces politiques ont le droit de penser à leurs intérêts. En contrepartie et en tant que Premier ministre désigné, je suis persuadé que l'intérêt national occupe la première place. Je ne profite certainement pas de l'absence du président de la Chambre des députés, Nabih Berry qui est un pilier fondamental de l'intérêt national. Ce dernier n'a jamais arrêté ses pourparlers et n'admet pas l'isolement.**

**Ali Hassan Khalil**, ministre de la Santé (Mouvement Amal)

**“Il faut former un cabinet capable de traiter les questions litigieuses. Des contacts sont en cours pour trouver un consensus autour d'un gouvernement qui regrouperait toutes les composantes politiques et qui paverait également la voie à des solutions politiques au pays. Le mouvement Amal aspire à ce que M. Walid Joumblatt joue un rôle essentiel susceptible d'assurer un équilibre politique dans le pays. Les armes de la Résistance sont légitimes. Le Liban devrait préserver les éléments de la force qui le protègent. La désintégration de la scène libanaise interne est dans l'intérêt d'Israël.**

## Echange d'otages entre Libanais et Syriens

Les services de renseignements de l'Armée libanaise ont supervisé à Baalbek, une opération d'échange d'otages entre les villages libanais Brital et syrien de Assal el-Ward. Les deux frères libanais, Ali Abbas Ismail et Hassan Abas Ismail, ont été libérés jeudi à l'aube, ainsi que les Syriens Bilal Makhoul, Mohamad Omar et Mohammad Chaddad. Le sort de Saleh Boutros Turkieh, gendre des deux frères libanais, pris en otage avec ces derniers, n'est pas encore connu.

## Plainte contre la cellule terroriste de Daraya

Le commissaire adjoint du gouvernement près le tribunal militaire, le juge Sami Sader, a porté plainte hier contre onze individus, suite à l'enquête qui a suivi l'explosion de Daraya qui s'est produite il y a deux semaines. Six personnes parmi les incriminés, dont un cheikh égyptien, deux Syriens, deux Libanais et un Palestinien, sont déjà en état d'arrestation. Ils sont accusés de faire partie d'une organisation terroriste. Une bombe en préparation avait en effet explosé à Daraya chez le cheikh égyptien il y a deux semaines, tuant ses deux fils.

## Les enquêteurs de l'Onu bientôt en Syrie

Le gouvernement syrien a donné son feu vert aux modalités proposées pour la mission d'inspection de l'Onu sur les armes chimiques et le départ des experts onusiens est "imminent", a annoncé l'Onu. Selon un communiqué de son porte-parole, le secrétaire général Ban Ki-moon "se réjouit d'annoncer que le gouvernement syrien a formellement accepté les modalités essentielles" pour assurer la sécurité et l'efficacité de cette mission. "Le départ de l'équipe (d'experts) est désormais imminent".

## Ad Diyar (Quotidien libanais proche du 8-Mars)

Certains milieux croient savoir que trois avions de combat turcs, venant de l'ouest à partir de la mer, ont survolé la région du Akkar, avant de rebrousser chemin, sans pénétrer dans l'espace aérien syrien. Des témoins oculaires ont confirmé le survol du Akkar par trois appareils, mais personne ne peut assurer leur identité. Cependant, un site électronique en Turquie a indiqué que l'armée turque envisageait de mener une opération aux objectifs non connus pour libérer les deux pilotes turcs enlevés le 9 août sur la route de l'aéroport de Beyrouth. Signalons que des navires de guerre turcs ont dernièrement appareillé en direction des côtes libanaises.

## Le Nouvel observateur (Hebdomadaire français)

La dispersion sanglante des manifestations au Caire réclamant le retour du président déchu Mohamed Morsi et les violences ont 278 morts, en grande majorité des civils, a annoncé le ministère de la Santé.

Détaillant le bilan, le porte-parole du ministère Mohammed Fathallah a précisé que 61 personnes avaient trouvé la mort sur la place Rabaa al-Adawiya, principal rassemblement pro-Morsi et 21 sur la place Nahda, où étaient également massés des pro-Morsi. En outre, 43 policiers ont été tués, selon le ministère de l'Intérieur.

Face à ce bain de sang, le prix Nobel de la paix Mohamed ElBaradei a démissionné de son poste de vice-président, refusant "d'assumer les conséquences de décisions avec lesquelles il n'était pas d'accord".

Pour tenter d'endiguer le flot de violence qui a gagné de nombreuses villes du pays en proie à des heurts meurtriers, les autorités ont décrété l'état d'urgence et un couvre-feu dans la moitié des provinces égyptiennes, dont le Caire et Alexandrie.

Mohamed ElBaradei, qui avait apporté sa caution morale à la destitution de Mohamed Morsi le 3 juillet par les militaires, a démissionné, mettant au jour les profondes divisions au sein des autorités de transition, installées par la toute-puissante armée. Il avait à plusieurs reprises plaidé pour une solution politique à la crise, répétant que les Frères musulmans devaient participer à la transition.

Dans la matinée, une autre figure morale s'était désolidarisée de l'opération meurtrière des forces de l'ordre: l'imam d'Al-Azhar, plus haute autorité de l'islam sunnite, qui avait expliqué n'avoir pas eu connaissance des méthodes que les forces de l'ordre comptaient employer.

Au cours de la dispersion des manifestants, un caméraman de la chaîne britannique Sky News a été tué par balle.

Les Frères musulmans ont de leur côté annoncé que la fille de 17 ans d'un de leurs principaux leaders, Mohammed al-Beltagui, avait également été tuée par balle.

Après que des centaines de pro-Morsi ont quitté Rabaa, les forces de l'ordre leur ayant ménagé un couloir d'évacuation, les autorités - qui ont repris Nahda dans la matinée - ont annoncé contrôler également cette place.

Outre l'état d'urgence et le couvre-feu décrété dans la moitié des provinces du pays - de 19 heures à 6 heures -, le gouvernement a annoncé que le trafic ferroviaire en direction et depuis Le Caire était interrompu pour prévenir de nouveaux rassemblements.

Après la dispersion, des heurts avaient lieu dans différents quartiers du Caire et ont fait plusieurs morts dans d'autres villes du pays.

A Alexandrie, la deuxième ville du pays dans le nord, des échanges de tirs nourris à l'arme automatique avaient lieu, a constaté un journaliste de l'AFP.

Au moins quatre églises ont été attaquées, les militants accusant les pro-Morsi de mener "une guerre de représailles" contre les coptes, dont le patriarche avait lui aussi soutenu la décision de l'armée de destituer Mohamed Morsi, toujours retenu au secret.

La Maison Blanche a condamné "avec force" le recours à la violence et s'est opposée au retour de l'état d'urgence dans le pays en proie à des heurts meurtriers. Paris a appelé à "l'arrêt immédiat de la répression" et saisi l'ONU "pour qu'en urgence une position internationale soit prise en ce sens". Son secrétaire général Ban Ki-moon a, lui, "condamné dans les termes les plus fermes les violences".

Ankara, qui s'était opposé à la destitution de Mohamed Morsi, l'Iran et le Hamas ont dénoncé un "massacre". Le Premier ministre turc Recep Tayyeb Erdogan a réclamé une réunion d'urgence du Conseil de sécurité des Nations unies pour débattre de la situation en Egypte. Le Qatar, principal soutien des Frères musulmans, a dénoncé "la méthode utilisée contre des manifestants pacifiques", tandis que Paris et Berlin lançaient des appels au calme dans le pays où les violences entre pro et anti-Morsi et entre pro-Morsi et forces de l'ordre avaient auparavant fait plus de 250 morts depuis fin juin, essentiellement des manifestants islamistes.